

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Prix de l'abonnement :
Belgique : un an, 450 francs; 9 mois, 338; 6 mois, 225;
3 mois, 113.

Union postale :
Sans service d'abonnement : un an, 900 francs; 9 mois, 675;
6 mois, 450; 3 mois, 225.

Avec service d'abonnement : fixé par le pays destinataire.
Prix du numéro : 2 francs par feuille de 8 pages ou moins;
par la poste, port et frais de recouvrement en sus.
Prix des annonces : 13 francs la ligne ordinaire.

Les abonnements doivent être souscrits et payés aux bureaux des
postes. Ils ne comprennent pas les annexes ni autres publi-
cations officielles.

130^e ANNEE



N. 3

Prijs van het abonnement :
België : per jaar, 450 frank; 9 maanden, 338; 6 maanden, 225;
3 maanden, 113.

Postvereniging :
Zonder abonnementsdienst : per jaar, 900 frank; 9 maanden, 675;
6 maanden, 450; 3 maanden, 225.

Met abonnementsdienst : door het land van bestemming vastgesteld.
Prijs per nummer : 2 frank per blad van 8 bladzijden of
minder; met de post, vrachtprijs en Inningskosten erbij.
Prijs van de aankondigingen : 13 frank de gewone regel.

De abonnements worden genomen en betaald op de postkan-
toren. Zij omvatten noch de bijlagen noch eender welke offi-
ciële uitgave.

130^e JAARGANG

LUNDI 4 JANVIER 1960

MAANDAG 4 JANUARI 1960

SOMMAIRE :

*Ministère des Finances, Ministère de l'Agriculture, Ministère
des Communications et Ministère des Travaux publics et de
la Reconstruction.*

Arrêté royal du 14 décembre 1959 portant réglementation de
l'affichage et de la publicité, p. 34.

Ministère de la Justice.

Arrêté royal du 25 décembre 1959 exonérant de la taxe de séjour
les ressortissants finlandais résidant en Belgique, p. 39.

Avis officiels, Publications légales.

Ministère des Finances.

Situation au 30 novembre 1959 des opérations en matière d'impôts,
p. 40. — Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.
Aperçu de l'exécution des budgets des exercices 1958 et 1959 pen-
dant l'année 1959. Opérations constatées au 30 novembre 1959,
p. 44.

Ministère de la Justice.

Publication des vacances dans l'ordre judiciaire prescrite par la
loi du 21 mars 1955, p. 45.

LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DES FINANCES, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS ET DE LA RECONSTRUCTION.

Arrêté royal portant réglementation de l'affichage et de la publicité.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Le souci de sauvegarder la beauté des sites et des grand-routes
du pays a incité le gouvernement, à la fin de 1956, à compléter
par de nouvelles dispositions restrictives, notamment en matière
d'affichage, la réglementation de 1936, sur l'affichage et la publicité.
On constate avec satisfaction que malgré l'étendue des sites et des
voies de communication touristiques protégées, les usagers de la
publicité ont consenti un effort sérieux — souvent au prix de sacri-
fices considérables — pour que le but de la réglementation
puisse être atteint. Cependant, l'expérience a révélé qu'il convien-
drait d'atténuer, en ce qui concerne l'affichage, certains effets
trop rigoureux de l'application des normes fixées en 1956.

1

INHOUD :

*Ministerie van Financiën, Ministerie van Landbouw, Ministerie
van Verkeerswezen en Ministerie van Openbare Werken en
van Wederopbouw.*

Koninklijk besluit van 14 december 1959 waarbij regelen worden
gesteld op het aanplakken en reclame maken, bl. 34.

Ministerie van Justitie.

Koninklijk besluit van 25 december 1959 waarbij de in België
verblijvende Finse onderdanen van verblijfsbelasting worden vrij-
gesteld, bl. 39.

Officiële berichten, Wettelijke bekendmakingen.

Ministerie van Financiën.

Toestand op 30 november 1959 der verrichtingen inzake belas-
tingen, bl. 40. — Bestuur der Tiesaurie en Staatsschuld. Overzicht
van de uitvoering van de begrotingen voor de dienstjaren 1958 en
1959 gedurende het jaar 1959. Bewerkingen vastgesteld op
30 november 1959, bl. 44.

Ministerie van Justitie.

Bekendmaking van de bij de rechterlijke macht openstaande plaat-
sen voorgeschreven bij de wet van 21 maart 1955, bl. 45.

WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING

MINISTERIE VAN FINANCIËN, MINISTERIE VAN LANDBOUW,
MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN EN MINISTERIE VAN
OPENBARE WERKEN EN VAN WEDEROPBOUW.

Koninklijk besluit waarbij
regelen worden gesteld op het aanplakken en reclame maken.

VERSLAG AAN DE KONING.

SIRE,

De zorg voor de schoonheid van de landschappen en van de
hoofdwegen van het land zette de regering ertoe aan einde 1956
enkele beperkingen toe te voegen aan de in 1936 uitgevaardigde
reglementering op het aanplakken en reclame maken, bijzonder
met het oog op de aanplakbrieven. Ofschoon de begin 1958 bepaalde
beschermende landschappen en toeristische verkeerswegen uitge-
strekt zijn, kan toch met voldoening worden vastgesteld, dat door
de belanghebbenden een welgemeende en ernstige inspanning is
gedaan — dikwijls ten koste van aanzienlijke offers — om aan
de bedoelingen van de reglementering recht te laten wedervaren
ook uitgewezen dat het wenselijk is sommige harde gevolgen van
de in 1956 vastgestelde normen te milderden wat de aanplakbrieven
betreft.

2 feuilles/bladen.

§ 3. — Dispositions communes.

Art. 6. Ne sont pas soumis aux règles établies par les paragraphes 1 et 2 :

1° les enseignes;

2° les affiches placées en exécution d'une disposition légale ou réglementaire ou à l'intervention des officiers publics ou ministériels;

3° les affiches et autres procédés de réclame ou de publicité visuelles qui se trouvent à l'intérieur de locaux accessibles au public, à condition que leur superficie ne dépasse pas dix décimètres carrés lorsqu'ils sont accolés de manière fixe aux fenêtres;

4° les affiches et autres procédés de réclame ou de publicité visuelles établis sur des immeubles pour annoncer leur mise en vente ou en location;

5° les marques et dénominations inscrites sur les produits mis en vente sur la voie publique, sur les appareils distributeurs de ces produits, sur les clôtures de terrasses, sur des dispositifs mobiles et sur des poteaux destinés à signaler un établissement d'utilité directe pour les véhicules circulant sur route et situé en recul de la voie publique, à condition qu'elles puissent être inscrites dans un rectangle qui ne dépasse pas septante-cinq décimètres carrés de surface;

6° les affiches placées sur des panneaux clôturant des terrains pour la durée des travaux de construction du gros œuvre de l'ouvrage à condition qu'elles soient maintenues en parfait état d'entretien, à défaut de quoi l'enlèvement des panneaux dans les huit jours peut être ordonné par le bourgmestre;

7° les affiches placées sur des panneaux clôturant des terrains vagues et dont l'apposition a été autorisée à titre précaire par le Ministre des Travaux publics ou son délégué, à condition que les panneaux soient maintenus en parfait état d'entretien, à défaut de quoi l'enlèvement dans les huit jours peut être ordonné par le bourgmestre;

8° les affiches et autres procédés de réclame ou de publicité visuelles placés à l'occasion d'une manifestation occasionnelle et temporaire d'ordre culturel, charitable, religieux, sportif ou récréatif, le long de ou sur la voie publique sur laquelle se déroule cette manifestation ou placés à l'intérieur d'un emplacement en plein air dans lequel se produit une telle manifestation, à condition qu'ils ne soient pas placés plus de huit jours avant la manifestation et soient enlevés au plus tard le huitième jour de son déroulement;

9° les affiches utilisées dans un but d'intérêt général et dont l'apposition a été autorisée par le Ministre des Travaux publics ou son délégué;

10° les affiches et autres procédés de réclame ou de publicité visuelles utilisés en vue de favoriser le tourisme ou destinés à aider les usagers de la route et ne tombant pas sous les dispositions du règlement général sur la police de la circulation routière, et dont l'apposition a été autorisée par le Ministre des Communications ou son délégué.

Art. 7. Les affiches dont il est question aux articles qui précèdent doivent mentionner les entreprises d'affichage qui les ont placées ou fait placer. Celles qui sont placées conformément à une autorisation visée par l'article 6, 7°, 9° ou 10° doivent au surplus mentionner la date de celle-ci.

Art. 8. Les affiches et les autres procédés de réclame ou de publicité visuelles, prohibés par les dispositions qui précèdent, ainsi que leur dispositifs, doivent être enlevés par les personnes qui sont responsables de leur placement et de leur maintien.

Art. 9. Les dispositions du § 1^{er} ainsi que celles de l'article 6, 3°, 4°, 5°, 6° et 8°, entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Toutefois les procédés de réclame ou de publicité visuelles qui ne répondent pas aux conditions fixées par le § 1^{er} et qui sont apposés ou fixés sur les bâtiments commerciaux ou industriels, ou sur leurs dépendances telles que clôtures de terrasses, appareils distributeurs, potences, etc., et se rapportant exclusivement à une activité exercée dans ces bâtiments, peuvent être maintenus jusqu'au 31 décembre 1960. Il en est de même des affiches visées par l'article 3, 2°.

Art. 10. Les dispositions du § 2 entrent en vigueur :

1° le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté pour les endroits visés par l'article 4, littéra *a*;

2° aux dates à fixer par le Roi pour les endroits visés par l'article 4, littéra *b* et *c*.

§ 3. — Gemeenschappelijke bepalingen.

Art. 6. Onder de regelen bepaald in de §§ 1 en 2 vallen niet :

1° de uithangborden;

2° de aanplakbrieven aangebracht ter uitvoering van een wets- of reglements-bepaling of door toedoen van openbare of ministeriële ambtenaren;

3° de aanplakbrieven en andere visuele reclames of publiciteitsmiddelen die zich binnen in voor het publiek toegankelijke lokalen bevinden, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan tien vierkante decimeter niet overschrijdt wanneer ze vast aan de vensters worden gehecht;

4° de op onroerende goederen aangebrachte aanplakbrieven waarbij wordt bekendgemaakt dat die goederen te koop of te huur zijn;

5° de merken en namen geschreven op de produkten die op de openbare weg te koop worden gesteld, op de toestellen voor de verkoop van die produkten, op de terrasafsluitingen, op verplaatsbare constructies en op palen bestemd tot het aanwijzen van een inrichting die van rechtstreeks nut is voor de op de wegen rijdende voertuigen en van de openbare weg afgelegen is, op voorwaarde dat ze kunnen worden ingeschreven in een rechthoek waarvan de oppervlakte vijfenzeventig vierkante decimeter niet overschrijdt;

6° de aanplakbrieven aangebracht op borden die bouwterreinen afsluiten tijdens de duur van de uitvoering van de ruwbouw van het bouwwerk, op voorwaarde dat ze in volkomen goede staat worden onderhouden, zoniet kan de burgemeester bevelen dat de borden binnen acht dagen moeten worden verwijderd;

7° de aanplakbrieven aangebracht op borden die braakliggende gronden afsluiten, waarvan het aanbrengen tot wederopzeggens is toegestaan door de Minister van Openbare Werken of zijn gemachtigde, op voorwaarde dat de borden in volkomen goede staat worden onderhouden, zoniet kan de burgemeester bevelen dat ze binnen acht dagen moeten worden verwijderd;

8° de aanplakbrieven en andere visuele reclames of publiciteitsmiddelen naar aanleiding van een occasionele en tijdelijke manifestatie van culturele, caritatieve, godsdienstige, sportieve of recreatieve aard aangebracht langs of op de openbare weg waar de manifestatie plaats heeft, of aangebracht binnen een ruimte waar een dergelijke manifestatie in open lucht plaats heeft, met dien verstande dat ze niet vroeger dan acht dagen vóór de datum van de manifestatie mogen worden aangebracht en ten laatste de achtste dag erna moeten worden verwijderd;

9° de aanplakbrieven gebruikt voor doeleinden van algemeen belang en waarvan de plaatsing toegestaan is door de Minister van Openbare Werken of zijn gemachtigde;

10° de aanplakbrieven en andere visuele reclames en publiciteitsmiddelen welke dienen tot het bevorderen van het toerisme of bestemd zijn om de weggebruikers te helpen en niet onder de voorschriften van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer vallen, en waarvan de plaatsing door de Minister van Verkeerwezen of zijn gemachtigde toegestaan is.

Art. 7. De in de voorgaande artikelen bedoelde aanplakbrieven moeten de reclamebedrijven vermelden die ze hebben geplaatst of doen plaatsen. Die welke worden aangebracht krachtens een vergunning als bedoeld in artikel 6, 7°, 9° of 10°, moeten bovendien de datum van die vergunning vermelden.

Art. 8. De bij de bovenstaande bepalingen verboden aanplakbrieven en andere visuele reclames en publiciteitsmiddelen, alsmede de draagconstructies, moeten worden verwijderd door de personen die voor de plaatsing en het behoud ervan verantwoordelijk zijn.

Art. 9. De bepalingen van § 1 evenals die van artikel 6, 3°, 4°, 5°, 6° en 8°, treden in werking de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

De niet aan de voorschriften van § 1 beantwoordende visuele reclames of publiciteitsmiddelen die aangebracht of bevestigd zijn op de handels- of nijverheidsgebouwen of op hun aanhorigheden zoals terrasafsluitingen, pompen, draagarmen, enz., en die uitsluitend betrekking hebben op een in die gebouwen uitgeoefend bedrijf, mogen evenwel op hun plaats blijven tot 31 december 1960. Hetzelfde geldt voor de reclames waarvan sprake in artikel 3, 2°.

Art. 10. De bepalingen van § 2 treden in werking :

1° de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit voor de plaatsen waarvan sprake in artikel 4, littéra *a*;

2° op de door de Koning te bepalen data voor de plaatsen waarvan sprake in artikel 4, letters *b* en *c*.

Art. 11. Peuvent être remplacées et maintenues jusqu'au 30 avril 1960 les affiches placées sur des panneaux clôturant des terrains vagues.

Art. 12. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 5 mai 1936 portant réglementation et interdiction de certains procédés d'affichage et de publicité par les arrêtés royaux des 30 septembre 1937 et 15 avril 1939;

2° l'arrêté royal du 6 mai 1936 appliquant la réglementation et l'interdiction de certains procédés d'affichage et de publicité à certains cours d'eau;

3° l'arrêté royal du 30 juin 1938 relatif à l'affichage et à la publicité dans les bois;

4° l'arrêté royal du 20 décembre 1956 portant réglementation de l'affichage et de la publicité dans certains sites et le long des voies de communication touristiques, modifié par les arrêtés royaux des 26 mars 1958, 14 février et 2 mai 1959.

Art. 13. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Agriculture, Notre Ministre des Communications et Notre Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1959.

Art. 11. Tot 30 April 1960 mogen worden vervangen en op hun plaats blijven de aanplakbrieven op borden die braakliggende gronden afsluiten.

Art. 12. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 5 mei 1936 houdende regeling en verbod inzake zekere wijzen van aanplakbrieven en adverteren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 september 1937 en 15 april 1939;

2° het koninklijk besluit van 6 mei 1936 houdende toepassing van de regeling en van het verbod inzake zekere wijzen van aanplakken en adverteren op sommige waterlopen;

3° het koninklijk besluit van 30 juni 1938 betreffende het aanplakken en adverteren in de bossen;

4° het koninklijk besluit van 20 december 1956 waarbij regelen worden gesteld op het aanplakken en reclame maken in zekere landschappen en langs de toeristische verkeerswegen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 maart 1958, 14 februari en 2 mei 1959.

Art. 13. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Landbouw, Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 december 1959.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

J. VAN HOUTTE.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw,

A. DE VLEESCHAUWER.

Le Ministre des Communications,

De Minister van Verkeerswezen,

P.-W. SEGERS.

Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction,

De Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw,

O. VANAUDENHOVE.

MINISTERE DE LA JUSTICE

25 DECEMBRE 1959. — Arrêté royal
exonérant de la taxe de séjour les ressortissants finlandais
résidant en Belgique.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953, notamment l'article 6 et l'article 8, modifié par la loi du 14 mars 1958;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les ressortissants finlandais résidant en Belgique sont exonérés de la taxe de séjour.

Art. 2. Les communes perçoivent, à leur profit, une rétribution de dix francs sur les certificats d'inscription au registre des étrangers, les actes de prorogation de ces certificats et sur les cartes d'identité délivrés aux ressortissants finlandais.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1960.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Elisabethville (Congo Belge), le 25 décembre 1959.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

L. MERCHERS.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

25 DECEMBER 1959.

Koninklijk besluit waarbij de in België verblijvende Finse onderdanen van verblijfsbelasting worden vrijgesteld.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de op 12 oktober 1953 gecoördineerde wetten betreffende de verblijfsbelasting voor vreemdelingen, inzonderheid op artikel 6 en op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 14 maart 1958;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in België verblijvende Finse onderdanen worden van verblijfsbelasting vrijgesteld.

Art. 2. De gemeenten heffen te hunnen behoeve een retributie van tien frank op de bewijzen van inschrijving in het vreemdelingenregister, de akten tot verlening van de geldigheidsduur van die bewijzen, en op de identiteitskaarten, afgegeven aan Finse onderdanen.

Art. 3. Dit besluit treedt 1 januari 1960 in werking.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Elisabethstad (Belgisch-Congo), 25 december 1959.